



CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE SERVICES

Entre les soussignés :

La commune des Arcs-sur-Argens, dont le siège est fixé place du Général de Gaulle – 83.460 LES ARCS-SUR-ARGENS, représentée par son Maire en exercice, Nathalie GONZALES, dûment habilitée par délibération du Conseil municipal, ci-après dénommé "la commune",

d'une part,

Et

Dracénie Provence Verdon agglomération, dont le siège est fixé Square Mozart, CS 90129, 83004 DRAGUIGNAN Cedex, représentée par son Président en exercice, Richard STRAMBIO dûment habilité par délibération du Conseil d'agglomération, ci-après dénommé "l'EPCI",

d'autre part,

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe),

Vu la loi n°2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et la proximité de l'action publique,

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 5211-4-1 et D. 5211-16,

Vu l'arrêté préfectoral n° 19/2019 BCLI du 2 mai 2019 arrêtant les statuts de Dracénie Provence Verdon agglomération,

Considérant que Dracénie Provence Verdon agglomération est compétente en matière d'eau potable et d'assainissement depuis le 1^{er} janvier 2020, sur le territoire de ses communes membres,

Considérant que la mise à disposition de services de la commune envers Dracénie Provence Verdon agglomération présente un intérêt particulier dans le cadre de la bonne organisation de la



Direction « eau et assainissement », afin que la régie communautaire se structure et recrute le personnel nécessaire à son bon fonctionnement

Il est convenu et arrêté ce qu'il suit :

ARTICLE 1^{er} : OBJET ET CONDITIONS GÉNÉRALES

Après avoir informé les organes délibérants, recueilli l'avis du Comité technique de la commune en date du, l'avis du comité technique de l'EPCI en date du, la commune met à disposition de l'EPCI les services ci-dessous mentionnés en partie qui sont nécessaires à l'exercice des compétences qui lui sont dévolues.

Les services concernés sont les suivants :

Services concernés	Missions concernées
Comptabilité	Saisie des bons de commande Mandatement émission des titres de recette
Exploitation et gestion technique	Etudes projets, suivi de chantier et contrôle d'exécution de chantiers arcois (av. des 13 lorguais, etc) DT/DICT
Service administration générale	Gestion administrative Demandes de subvention pour des travaux arcois Assistance à la production du RPQS
Gestion clientèle	Accueil physique et distanciel des abonnés et renseignements de 1 ^{er} niveau
Marchés publics	Assistance à la rédaction de pièces administratives et techniques de marché publics et assistance administrative à l'exécution de marchés publics pour des projets Arcois, assistance pour la rédaction de 1 ou 2 accords-cadres transversaux



La mise à disposition concerne 10 agents territoriaux.

La mise à disposition porte également sur les matériels de bureau, de travail et de locomotion qui sont liés à ce service.

La présente mise à disposition de services s'exerce dans les conditions fixées par la présente convention et en vertu notamment des articles L. 5211-4-1 et D. 5211-16 du Code général des collectivités territoriales.

ARTICLE 2 : DURÉE DE LA MISE À DISPOSITION

La présente convention est prévue pour une durée d'une année, à compter de la date de signature mentionnée dans la convention. Elle pourra être renouvelée par reconduction expresse des deux parties. Elle pourra être modifiée, par voie d'avenant, accepté par les deux parties.

ARTICLE 3 : SITUATION DES AGENTS

Les agents publics territoriaux concernés sont de plein droit mis à la disposition de l'EPCI pour la durée de la convention.

Ils sont placés, pour l'exercice de leurs fonctions, sous l'autorité fonctionnelle du Président de l'EPCI et par délégation du Directeur Eau et assainissement de l'EPCI.

Ce dernier adresse directement aux agents des services concernés les instructions nécessaires à l'exécution des tâches et en contrôle l'exécution.

Le Maire de la commune reste l'autorité hiérarchique. Il continue de gérer la situation administrative des personnels mis à disposition (position statutaire et déroulement de carrière). Le Maire, en sa qualité d'autorité investie du pouvoir de nomination, exerce le pouvoir disciplinaire. Il est saisi au besoin par l'EPCI.

L'évaluation individuelle annuelle (entretien professionnel) de l'agent mis à disposition continue de relever de la commune. Toutefois, un rapport sur la manière de servir de l'agent mis à disposition assorti d'une proposition d'appréciation de la valeur professionnelle pourra, le cas échéant, être établi par son supérieur hiérarchique au sein de l'EPCI et transmis à la commune.

En cas de difficulté pour programmer les travaux confiés aux agents des services mutualisés, un arbitrage sera réalisé, suivant la procédure suivante :

- l'autorité hiérarchique supérieure des agents et le Directeur eau et assainissement de DPVa trouvent un compromis entre les besoins de chacune des deux collectivités ;
- à défaut d'accord, les directeurs généraux des services seront amenés à trouver une solution, en lien, si nécessaire avec les Elus concernés de l'EPCI et de la commune.



ARTICLE 4 : CONDITIONS D'EMPLOI DES PERSONNELS MIS À DISPOSITION

Les conditions d'exercice des personnels mis à disposition au sein de l'EPCI sont établies par lui.

Les autres modalités liées aux conditions de travail des personnels mis à disposition sont fixées par la commune, laquelle prend notamment les décisions relatives aux absences, congés annuels et congés pour indisponibilité physique et en informe l'EPCI qui, sur ce point, peut émettre des avis s'il le souhaite. La commune délivre les autorisations de travail à temps partiel et autorise les congés de formation professionnelle ou pour formation syndicale après information de l'EPCI si ces décisions ont un impact substantiel pour celui-ci.

La commune verse aux agents concernés par la mise à disposition, la rémunération correspondant à leur grade ou à leur emploi d'origine (traitement, le cas échéant, supplément familial de traitement, indemnité de résidence, primes et indemnités).

Le personnel mis à disposition est, en revanche, indemnisé directement par l'EPCI pour les frais et sujétions auxquels il s'expose dans l'exercice de ses fonctions suivant les règles en vigueur en son sein.

ARTICLE 5 : PRISE EN CHARGE FINANCIÈRE / REMBOURSEMENT

Conformément à l'article L. 5211-4-1 du CGCT, la mise à disposition des services de la commune au profit de l'EPCI fait l'objet d'un remboursement par le bénéficiaire de la mise à disposition des frais de fonctionnement des services mis à disposition.

Le remboursement des frais de fonctionnement des services mis à disposition s'effectue sur la base d'un coût horaire du service (exprimé en Euro brut/heure), multiplié par le nombre d'heures effectivement réalisé et constaté par l'EPCI bénéficiaire de la mise à disposition.

La détermination du coût horaire du service diffère selon le type de service et le type de mission exercé.

Ce coût correspond aux charges de personnel liées au fonctionnement du service.

Mission	coût horaire € brut/h	ACS	
		tps en h	Montant en €
comptabilité	25 €/h	1 285,6 h	32 140,00 €
exploitation et gestion technique *	25 €/h	1 461,2 h	36 528,75 €
études projet, suivi de chantier et contrôle d'exécution	35 €/h	803,5 h	28 122,50 €
finances	35 €/h	401,8 h	14 061,25 €
gestion administrative	35 €/h	715,0 h	25 025,00 €
gestion clientèle	20 €/h	803,5 h	16 070,00 €
marchés publics	25 €/h	482,1 h	12 052,50 €
Total général		5 952,6 h	164 000,00 €



Le remboursement des frais s'effectue sur la base d'un état annuel de la commune transmis à l'EPCI indiquant la liste des recours aux services et le nombre d'heures effectivement réalisées au profit de l'EPCI. En cas de remboursement de prestation, il conviendra de faire viser ces dépenses par la Trésorerie.

A la signature de la présente convention, le coût prévisionnel de la mise à disposition des services s'établit à la somme de 164.000 €.

ARTICLE 6 : DISPOSITIF DE SUIVI ET D'ÉVALUATION

La présente mise à disposition de services fera l'objet d'un suivi pour :

- Réaliser un bilan annuel de la mise en œuvre de la présente convention, annexé au rapport d'activités des collectivités et au rapport sur la mutualisation de l'EPCI,
- Examiner les conditions financières de ladite convention,
- Le cas échéant, être force de proposition pour améliorer la mutualisation des services entre la commune et l'EPCI.

ARTICLE 7 : ASSURANCES ET RESPONSABILITES

Durant la mise à disposition des services, les agents concernés agiront sous la responsabilité de l'EPCI.

Les dommages susceptibles d'être causés dans le cadre de l'exécution des missions confiées par le bénéficiaire de la convention aux agents des services mutualisés, relèvent de sa responsabilité exclusive, dans le cadre des contrats d'assurance souscrits à cet effet.

ARTICLE 8 : AVENANT ET DÉNONCIATION DE LA CONVENTION

La mise à disposition de services prend fin au terme fixé à l'article 2 de la présente convention.

Toutefois, la présente convention peut être modifiée par voie d'avenant.

Elle peut également prendre fin de manière anticipée à la demande de l'une des deux parties cocontractantes, de manière partielle ou totale, pour un motif d'intérêt général lié à l'organisation de ses propres services à l'issue d'un préavis d'un mois. Cette décision fait l'objet d'une information au cocontractant par lettre recommandée avec accusé de réception.

Il peut en outre être mis fin par l'EPCI ou la commune à la mise à disposition d'un agent en particulier, sous réserve du respect d'un préavis d'un mois. Cette décision fait l'objet d'une information au cocontractant par lettre recommandée avec accusé de réception.



Lorsque cesse la présente mise à disposition, les fonctionnaires, s'ils ne peuvent être affectés aux fonctions qu'ils exerçaient précédemment dans leur service d'origine, reçoivent une affectation dans l'un des emplois que leur grade leur donne vocation à occuper. S'agissant des agents non titulaires de droit public, s'ils ne peuvent être affectés aux fonctions qu'ils exerçaient précédemment dans leur service d'origine, ils font l'objet d'une recherche de reclassement dans la limite de leur engagement en cours.

En cas de résiliation anticipée ou d'expiration de la présente convention, aucune indemnisation n'est à verser par une partie à l'autre.

ARTICLE 9 : DIFFERENDS / LITIGES

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la présente convention, toute voie amiable de règlement avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

Tous les litiges concernant l'application de la présente convention relèvent de la seule compétence du Tribunal administratif de Toulon, dans le respect des délais de recours.

ARTICLE 10 : DISPOSITIONS TERMINALES

La présente convention sera transmise en Préfecture et notifiée aux services concernés ainsi qu'aux trésoriers et aux assureurs respectifs des parties.

Fait à, le, en 2 exemplaires.

Pour L'EPCI,

Pour la commune

Le Président,
Richard STRAMBIO

La Maire
Nathalie GONZALES